

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 23 juin 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 26 juillet 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantie-kamer, op 23 juni 2000 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", heeft op 26 juli 2000 het volgende advies gegeven :

I. Observations préliminaires

1. L'arrêté en projet apporte plusieurs modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Certaines de ces modifications résultent d'observations que le Conseil d'Etat a formulées au sujet de l'arrêté précité dans son avis L. 28.129/4, donné le 8 mars 1999, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale", devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999.

Il en va particulièrement ainsi des articles 5, 6, 21, 22, 30, 31, 32, 36, 37, 41 à 48, 55, 65, 74 et 79 du projet.

Le Conseil d'Etat s'étant déjà exprimé, une première fois, à propos de ces dispositions il ne procédera pas à un nouvel examen, même si les modifications en projet ne répondent, parfois, que partiellement à l'avis précédent.

2. Dans son avis L. 28.129/4 précité, la section de législation du Conseil d'Etat a formulé certaines observations générales à la fois notamment, sur les emplois d'encadrement, d'expert et d'expert de haut niveau, sur l'octroi des mandats et sur le système d'évaluation des agents.

.../...

Ces observations n'ont généralement pas été suivies par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

En conséquence, le Conseil d'Etat ne réitère plus ces observations générales, mais il ne pourra être déduit de son silence qu'il approuve, désormais, les mécanismes juridiques mis en place.

3. Un recours en annulation (1) a été introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat concernant certaines dispositions de l'arrêté du 6 mai 1999. Sont attaqués les articles 8, alinéas 2 et 3, 64, alinéas 1er et 2, et le titre VIII relatif à la formation.

Il est d'usage que la section de législation s'abstienne de donner un avis lorsque celui-ci peut avoir une incidence sur la procédure contentieuse en cours.

Dans la mesure où l'arrêté en projet modifie des dispositions attaquées devant la section d'administration, ces dispositions modificatives ne seront pas examinées dans le présent avis. Il en va ainsi de l'article 1er du projet, en ce qu'il modifie l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté du 6 mai 1999, de l'article 16 du projet, en ce qu'il modifie l'article 64 du même arrêté et de l'article 52 du projet en ce qu'il modifie l'article 266, alinéa 2, du même arrêté.

(1) N° rôle général 86.119 en cause GODARD M. c/ Région de Bruxelles-Capitale.

II. Observations particulières

Préambule

Alinéa 1er

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 3

La version française de cet alinéa comporte deux erreurs d'impression. L'article "les" doit être inséré entre le mot "nommés" et les mots "agents de l'Etat" et les mots "17 septembre 1969 en 18 juin 1976" doivent être remplacés par les mots "17 septembre 1969 et 18 juin 1976".

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 5

Les références aux modifications apportées à l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères, par la loi du 22 juillet 1993 et par les arrêtés royaux des 17 mars 1995 et 10 avril 1995 doivent être omises. Ces

.../...

modifications intervenues après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux ne sont pas pertinentes dans l'ordre juridique de la Région de Bruxelles-Capitale.

Alinéa 6

Cet alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 25 février 2000;".

Alinéa 7

Mieux vaut rédiger cet alinéa comme suit :

"Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mars 2000;".

Alinéas 10 à 12

Ces alinéas doivent être rédigés comme suit :

"Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat, L. 30.329/2/V, donné le 26 juillet 2000, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;".

Dispositif

Article 2

La modification apportée à l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté du 6 mai 1999 implique que les qualifications requises soient déterminées non plus sur la base des grades mais bien par rapport aux fonctions à exercer.

Le Conseil d'Etat s'interroge, dès lors, sur l'adéquation de ces qualifications par rapport aux grades des agents.

Du point de vue de l'évolution de la carrière des agents, ce système pourrait avoir pour effet d'empêcher un agent d'avoir accès à une fonction alors qu'il possède le grade requis pour l'exercer. A l'inverse, il devient possible pour un agent d'exercer une fonction parce qu'il dispose des qualifications requises alors même qu'il n'est pas titulaire du grade qui donne accès à cette fonction.

La disposition en projet appelle de la part de ceux qui auront à la mettre en oeuvre une vigilance particulière pour respecter le principe d'égalité.

.../...

Article 4

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"L'article 19 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :".

Articles 5 et 6

1. L'article 5 du projet modifie partiellement l'article 24 de l'arrêté du 6 mai 1999 relatif au Conseil supérieur de la Fonction publique régionale, à la suite des recommandations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis L. 28.129/4, précité, sous l'article 25 du projet d'arrêté du 6 mai 1999.

Il est, dès lors, fait référence à l'observation préliminaire n° 1.

2. Le même constat vaut pour l'article 6 du projet qui insère un article 24bis dans l'arrêté précité afin de préciser certaines modalités du fonctionnement du Conseil supérieur de la Fonction publique régionale.

3.a) Le 1° de l'article 5 serait mieux rédigé comme suit :

"1° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Le Gouvernement, sur la proposition du Ministre, ... (la suite comme au projet)".

b) Mieux vaut rédiger le 2° comme suit :

"2° les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 3 et 4, ... (la suite comme au projet)".

c) Le 3° doit être omis.

d) Le 4° (devenant le 3°) serait mieux rédigé comme suit :

"3° il est ajouté un nouvel alinéa rédigé comme suit : ... (la suite comme au projet)".

4. Dans la phrase liminaire de l'article 6, les mots "L'article 24 bis" doivent être remplacés par les mots "Un article 24bis".

Le texte néerlandais de l'article 24bis, en projet, doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 7

L'article 31, alinéa 3, de l'arrêté du 6 mai 1999 est complété par trois catégories de congé qu'il convient de reconnaître au profit des stagiaires.

Le Conseil d'Etat s'interroge cependant sur la possibilité de concilier un congé pour détachement auprès d'un cabinet ministériel ou pour l'exercice d'un mandat politique avec le principe même du stage.

Article 8

L'article 32 en projet de l'arrêté du 6 mai 1999 prévoit que la nomination d'un lauréat d'un concours de recrutement n'est pas admissible si l'intéressé ne remplit pas les conditions d'aptitude physique exigées pour la fonction et le grade qui le concernent.

Le texte en projet envisage alors une démission d'office et la conclusion d'un contrat de travail à durée déterminée avec l'intéressé.

Or, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison d'être de la démission d'office si le lauréat du concours n'a pas encore été nommé. Cette démission d'office ne doit, dès lors, concerner que des personnes qui sont déjà des agents nommés.

.../...

En ce qui concerne les stagiaires, il y a lieu d'utiliser la notion de "licenciement" plutôt que celle de "démission d'office".

Article 9

Le 2° serait mieux rédigé comme suit :

"2° l'alinéa unique est complété comme suit ... (la suite comme au projet)".

Le texte néerlandais de l'article doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11

Le texte néerlandais du 2° doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 14

1. L'article 59 en projet de l'arrêté du 6 mai 1999 organise la manière dont les vacances d'emplois sont portées à la connaissance des agents.

.../...

Il est prévu au paragraphe 1er, en projet, que des notes de service diffuseront l'information et que les agents devront en accuser réception.

Afin d'assurer la cohérence de l'ensemble du texte de l'article 59 en projet, plutôt que de prévoir un accusé de réception, il est préférable d'utiliser, au paragraphe 1er, la même formule que celle utilisée au paragraphe 2, aux termes duquel le délai de dépôt des candidatures prend cours le jour où l'agent a "visé" la note de service.

2. Par ailleurs, au paragraphe 3, en projet, il y a lieu d'être plus précis sur le sens des termes "un exposé des éléments qui soutiennent la candidature".

S'il s'agit de mettre en évidence les connaissances et les aptitudes des candidats par rapport aux qualifications exigées, mieux vaut le dire explicitement.

3. Par ailleurs, dans un arrêté du 23 mars 2000 fixant le règlement du personnel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a déjà déterminé la procédure suivant laquelle les vacances d'emploi visées aux articles 61 à 64 et 71 de l'arrêté du 6 mai 1999 sont portées à la connaissance des agents.

En conséquence, l'arrêté en projet, qui intègre dans l'arrêté du 6 mai 1999 l'ensemble des dispositions de ce règlement du personnel, doit également prévoir l'abrogation de l'arrêté du 23 mars 2000, précité.

.../...

Article 15

Le Conseil d'Etat constate qu'en vertu de l'article 63 en projet de l'arrêté du 6 mai 1999, les emplois de directeur et d'ingénieur directeur de rang A3 sont accessibles aux agents de rang A2 et de rang A1 qui comptent une ancienneté de niveau de neuf ans au moins.

En d'autres termes, un agent de rang A1 a autant de chance qu'un agent de rang A2 d'être promu au rang A3.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la cohérence de cette disposition eu égard à l'organisation hiérarchique des carrières des agents.

Article 17

L'article 68, alinéa 2, en projet, prévoit que lorsque plusieurs candidats peuvent faire valoir des titres et des expériences identiques ou équivalentes pour une promotion à un emploi vacant, la préférence est déterminée par les évaluations prévues aux articles 124 et 125 de l'arrêté du 6 mai 1999.

Le Conseil d'Etat se demande cependant si ces évaluations peuvent être déterminantes lorsque le Gouvernement fait appel à des agents n'appartenant pas à la Fonction publique bruxelloise, comme le prévoit l'article 64 en projet, et donc à des agents qui ne sont pas nécessairement évalués selon les mêmes critères que ceux retenus aux articles 124 et 125, précités.

.../...

La comparaison des titres et mérites peut en être rendue plus difficile.

La disposition en projet doit être revue sur ce point.

Articles 18 et 19

L'article 18 du projet modifie en de nombreux points l'article 69 de l'arrêté du 6 mai 1999.

Mieux vaut, dès lors, que cet article 69 soit reproduit intégralement dans sa nouvelle formulation.

Ainsi, la volonté est de remplacer le procédé de la notification des propositions de nomination du conseil de direction par des notes de service. Or, l'alinéa 2 actuel de l'article 69, précité, fait expressément référence à la notification et n'est pas remplacé par la disposition en projet.

Mieux vaut, en conséquence, que l'alinéa 2 soit également adapté.

En ce qui concerne l'accusé de réception, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 14 du projet.

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Ces observations valent aussi pour l'article 19 du projet qui modifie, en de nombreux points, l'article 75 de l'arrêté du 6 mai 1999.

Articles 21 et 22

1. Ces deux dispositions modifient les articles 84 et 86 de l'arrêté du 6 mai 1999, à la suite d'une observation générale relative au mandat (1).

Il est, dès lors, fait référence à l'observation préliminaire n° 1.

Le Conseil d'Etat attire cependant l'attention de l'auteur du projet sur la question suivante.

Afin d'assurer une cohérence entre l'article 84 et l'article 86, il convient de compléter l'article 86, alinéa 1er, en prévoyant que le mandat prend également fin lorsque l'agent titulaire du mandat est absent en raison d'une maladie de longue durée de plus de six mois.

2. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"L'article 86, alinéa 1er, du même arrêté est complété comme suit :".

(1) Voir l'avis L. 28.129/4 précité.

Articles 23 et 24

1. L'article 23, 1°, du projet, abroge l'alinéa 2 de l'article 88 de l'arrêté du 6 mai 1999.

Cette disposition précise que les objectifs à atteindre dans le cadre des mandats, sont communiqués au moment de l'appel aux candidats. Selon le représentant du ministre, cette précision est inutile car elle ressort déjà de l'article 83, alinéa 1er, de l'arrêté du 6 mai 1999 ainsi que de l'article 88bis, §1er, alinéa 2, 3°, en projet.

Or, aux termes de cette dernière disposition, l'appel aux candidats doit notamment mentionner

"... les coordonnées du service du personnel auprès duquel la description de fonction de l'emploi et la définition des objectifs visés à l'article 83, alinéa 1er, peuvent être obtenues."

Il résulte de cette disposition que la description de la fonction et les objectifs du mandat ne seront connus des candidats que s'ils s'adressent préalablement au service du personnel.

Or, comment les candidats pourront-ils manifester leur intérêt pour une vacance d'emploi s'ils ignorent en quoi consiste la fonction et quels seront les objectifs à atteindre dans le cadre du mandat ?

L'abrogation prévue par cette disposition doit être reconsidérée.

.../...

2. Le 2° de l'article 23 du projet serait mieux rédigé comme suit :

"2° l'alinéa 3 ancien, devenu l'alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant."

3. Le délai de quinze jours prévu au paragraphe 2 de l'article 88bis, en projet, paraît trop court si, d'une part, le candidat doit obtenir des renseignements auprès du service du personnel et si, d'autre part, à partir de ces renseignements, il doit élaborer un plan de gestion à joindre à sa candidature, comme le précise le paragraphe 3 de l'article 88bis, en projet.

4. Enfin, les dispositions contenues dans l'article 88bis, en projet doivent être intégrées dans l'article 88 de l'arrêté du 6 mai 1999.

Article 25

La phrase liminaire débutera par les mots "Un article ...".

Article 26

1. Le Conseil d'Etat s'interroge sur le sens des termes "une appréciation descriptive".

.../...

Le représentant du ministre a précisé que cette expression avait pour objectif d'obliger le Conseil supérieur de la Fonction publique à rendre des avis circonstanciés et motivés à propos des candidatures. Il ne pourra pas, par exemple, remettre une simple appréciation chiffrée.

Mieux vaut, dès lors, prévoir que l'avis du Conseil supérieur de la Fonction publique sera circonstancié et précis.

2. Le procédé qui consiste à déplacer sous un nouvel article, des parties d'articles existants doit être évité. Il convient, d'une part, d'abroger l'article 88, alinéas 4 et 5, sous l'article 23 et, d'autre, part, de rédiger expressément le nouvel article 88quater sous l'article 26.

Article 28

L'accusé de réception doit être remplacé par le visa des candidats.

Il est proposé de rédiger cette disposition comme suit :

"Art. L'article 90, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par deux nouveaux alinéas rédigés comme suit :

.../...

"Les agents qui ont présenté leur candidature pour occuper l'emploi à conférer sont avisés de la proposition par note de service, ... (la suite comme au projet)."".

Article 29

1. Pour les motifs exprimés aux articles 18 et 19, il convient de modifier l'alinéa 1er de l'article 91 de l'arrêté du 6 mai 1999 qui fait référence à la notion de notification.

2. Dans la phrase liminaire, il faut écrire : "... complété par un nouvel alinéa rédigé ...".

Articles 30 à 32

1. Les articles 95bis et 95ter en projet de l'arrêté du 6 mai 1999 sont insérés afin de répondre à une critique formulée dans l'avis de la section de législation L. 28.129/4 à propos de l'article 98 du projet d'arrêté, précité, du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il est, dès lors, renvoyé à l'observation préliminaire n° 1.

La même observation vaut pour l'article 32 du projet pour lequel il est renvoyé à la remarque formulée dans l'avis L. 28.129/4, sous l'article 100 du projet

.../...

d'arrêté, précité, du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

2. Dans la phrase liminaire de l'article 30, les mots "L'article 95bis" doivent être remplacés par les mots "Un article 95bis".

A l'article 95bis, § 1er, en projet, le mot "obtenu" doit être inséré entre le mot "avoir" et les mots "une mention".

3. A l'article 31, l'article 95ter, en projet, doit faire l'objet d'un paragraphe 3 de l'article 95bis.

Article 33

Il faut écrire :

"Art. A l'article 126 du même arrêté, la phrase "Il peut la consulter pendant dix jours ouvrables" est supprimée."

Article 34

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte de cette modification terminologique car l'article 125 de l'arrêté du 6 mai 1999 est également relatif à une évaluation de l'agent.

.../...

Article 35

Le texte néerlandais doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 36

Le 3° serait mieux rédigé comme suit :

"3° l'alinéa 4 ancien, devenu l'alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant :

"Sur la proposition ... (la suite comme au projet)."".

Articles 43 à 48

Ces dispositions transposent, dans l'ordonnancement juridique de la Région de Bruxelles-Capitale, les règles en matière de congé de maladie telles qu'elles sont consacrées aux articles 41 à 48 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

En procédant de la sorte, l'auteur du projet se conforme à une observation de la section de législation dans son avis L. 28.129/4, formulée sous l'article 223 du projet d'arrêté, précité, du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

.../...

Il est, dès lors, renvoyé à l'observation préliminaire n° 1.

Cependant, les modifications en projet feront l'objet de certaines observations particulières qui sont formulées ci-après.

Article 43

1. Dans un souci de concordance, il y a lieu d'adapter le texte français au texte néerlandais.

2. Le 2° doit être omis.

3. Le 3° (devenant le 2°) serait mieux rédigé comme suit :

"2° il est ajouté un nouvel alinéa, rédigé comme suit :
"... (la suite comme au projet)."".

Article 44

Mieux vaut rédiger le 3° comme suit :

"3° il est inséré deux nouveaux alinéas rédigés comme suit : ... (la suite comme au projet).".

.../...

Article 45

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. Un article 217bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté".

La même observation vaut pour les articles 46 et 47.

Le texte néerlandais de l'article 217bis, §§ 1 et 2, doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 47

A l'article 217quater, § 1er, alinéa 2, en projet, les mots "même après la date de consolidation" doivent être placés après le mot "considération".

Le texte néerlandais de l'article doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 50

1. Cette disposition remplace l'alinéa 2 de l'article 221 de l'arrêté du 6 mai 1999 afin de déterminer la procédure du contrôle médical lorsque l'agent est absent pour cause de maladie ou d'invalidité.

Cette nouvelle disposition est cependant sommaire.

Elle met en place un système d'arbitrage en cas de désaccord entre le médecin contrôleur et le médecin traitant, sans prévoir en aucune manière les conséquences de l'absence de coopération du médecin traitant à cette procédure ou du désaccord entre les deux médecins quant au choix du médecin d'arbitrage.

Du reste, étant donné la place de cette disposition dans la section 2 du chapitre VI, il est permis de se demander si la procédure ainsi établie pourra également être appliquée à la contestation des décisions prises par le service de contrôle médical en matière de prestations réduites pour cause de maladie ou d'invalidité (section 3 du chapitre VI).

Enfin, le Conseil d'Etat se demande comment concilier la disposition en projet avec l'article 223 de l'arrêté du 6 mai 1999, lequel prévoit

"... qu'en vertu de la procédure en vigueur auprès du Service de Santé Administratif, l'agent a le droit d'intenter un recours contre les décisions dudit service."

.../...

La disposition en projet doit être revue en conséquence.

2. Les mots "médecin-contrôleur, médecin-traitant et médecin-d'arbitrage" s'écrivent sans tiret.

Le texte néerlandais de l'article 221, alinéa 2, doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 51

L'article 250 de l'arrêté du 6 mai 1999 prévoit que l'agent peut introduire un recours auprès de la commission de recours en matière de fonction publique, visée à l'article 18 du même arrêté, lorsqu'il est en désaccord avec une décision en matière de congés, d'absences ou de disponibilité sauf pour ce qui concerne le congé de maladie ou la mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'invalidité.

Or, en vertu de l'article 46 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, l'agent dispose d'un droit de recours devant une commission chargée de connaître des recours en matière d'absences. Cette commission doit être composée de membres désignés pour moitié par l'autorité et pour moitié par les organisations syndicales représentatives du personnel. Cette commission a une compétence d'avis ou de décision.

.../...

Il est renvoyé à ce propos à l'observation formulée dans l'avis L. 28.129/4, sous l'article 257 du projet d'arrêté, précité, du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 53

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. L'article 276 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :".

La même observation vaut pour l'article 55.

Le texte néerlandais de l'article 276, en projet, doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 54

Cette disposition remplace l'article 282 de l'arrêté du 6 mai 1999.

En prévoyant que le délai prend cours le jour qui suit la notification, le texte reste en défaut de préciser comment se fait la notification (par lettre recommandée ?) et, à partir de quel moment la notification est effective (le premier jour ouvrable qui suit celui de l'envoi recommandé ?). En outre, il serait utile de préciser que le

.../...

délai de deux mois prend cours le jour qui suit la notification de la proposition de la peine formulée par les agents visés à l'article 275.

Le texte néerlandais de l'article 282, alinéa 1er, doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 55

Cette disposition tient partiellement compte de l'observation formulée dans l'avis L. 28.129/4 sous l'article 299 du projet d'arrêté, précité, du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il est, en conséquence, fait référence à l'observation préliminaire n° 1.

Article 57

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. A l'article 299, alinéa 1er, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :".

.../...

Article 59

Mieux vaut rédiger le 2° comme suit :

"2° l'alinéa 1er est complété par un 4° rédigé comme suit : "... (la suite comme au projet)."".

Article 61

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. L'article 306, alinéa 2, du même arrêté, est complété comme suit :".

En outre, le texte néerlandais de l'article 306, alinéa 2, doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 62

1. Cette disposition insère dans l'arrêté du 6 mai 1999 un nouvel article 308bis qui concerne les recours contre les décisions de suspension dans l'intérêt du service ainsi que les mesures accompagnant cette suspension.

Il revient aux chambres de recours en matière disciplinaire de connaître de ces recours, selon la même procédure que celle mise en oeuvre en matière disciplinaire.

.../...

Toutefois, l'alinéa 3, en projet, prévoit que si l'avis de la chambre de recours

"... diffère de la décision rendue par l'autorité compétente en première instance, cette autorité se prononce sur la mesure à prendre."

En cas de recours, c'est donc la même autorité qui devra décider si la mesure de suspension dans l'intérêt du service se justifie ou non. Cette procédure méconnaît totalement l'effectivité du recours.

Cette disposition doit, en conséquence, être repensée.

2. Au surplus, mieux vaut rédiger la phrase liminaire comme suit :

"Art. Un article 308bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :".

Le texte néerlandais de l'article 308bis, alinéa 2, doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 63

1. La présentation de l'article 332 en projet de l'arrêté du 6 mai 1999 est peu claire.

.../...

Il faut déterminer avec précision les facteurs qui forment le numérateur et le dénominateur de la formule de calcul.

Le mode de calcul proposé est incompatible avec le système de fixation d'un traitement annuel payé mensuellement à l'agent à terme échu. Il aboutit, en effet, pour un même nombre de jours prestés par des agents du même grade et ayant la même ancienneté, à considérablement faire varier leur rémunération mensuelle en fonction de l'aléa du cycle hebdomadaire. Ce mode de calcul porte donc atteinte au principe d'égalité.

Selon les explications du représentant du ministre, les définitions contenues dans la disposition examinée ne concernent que celle-ci. Le texte doit cependant mieux préciser les jours prestés et ceux qui y seront assimilés pour le calcul de la rémunération payée mensuellement à l'agent.

2. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. Les articles 332 et 333 du même arrêté sont remplacés par la disposition suivante :".

Il convient de réserver une disposition particulière, en l'occurrence l'article 87, à la dernière modification abrogatoire de l'annexe II.

.../...

Le texte néerlandais de l'article 332, alinéa 3, en projet, doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 64

1. Il y a lieu d'omettre le 2°.

2. Mieux vaut rédiger le 3° (devenant le 2°) comme suit :

"2° il est ajouté un nouvel alinéa rédigé comme suit :".

Dans le texte néerlandais, il faut supprimer l'article défini "de" précédant le mot "spilindex".

Article 71

Il y a lieu de se référer à l'observation formulée sous l'article 45.

Article 73

Le texte néerlandais doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 74

La modification apportée à l'article 398, alinéa 1er, 2°, de l'arrêté du 6 mai 1999 tient compte partiellement d'une observation formulée dans l'avis L. 28.129/4 sous l'article 403 du projet d'arrêté, précité, du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il est fait référence à l'observation préliminaire n° 1.

Articles 74 et 75

La notion de "reconnaissance d'admissibilité" n'est pas claire.

Comme en a convenu le représentant du ministre, mieux vaut prévoir que le ministre décide si les prestations dont il s'agit sont équivalentes à celles exercées dans les autres services publics énumérés.

Article 75

Le texte néerlandais de la phrase liminaire doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 76

1. Le texte néerlandais du 1° doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Mieux vaut rédiger le 2° comme suit :

"2° les énumérations suivantes sont ajoutées :".

3. Au 29° de l'article 406 en projet, les références aux modifications apportées à l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères, par la loi du 22 juillet 1993 et par les arrêtés royaux des 17 mars 1995 et 10 avril 1995 doivent être omises. Ces modifications intervenues après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux ne sont pas pertinentes dans l'ordre juridique de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 78

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle l'arrêté en projet abroge l'article 408 de l'arrêté du 6 mai 1999.

Mieux vaut maintenir cette disposition pour le cas où la liste des textes abrogés ne serait pas complète.

.../...

Article 79

1. La modification en projet tient partiellement compte de l'observation contenue dans l'avis L. 28.129/4, sous l'article 420 du projet d'arrêté, précité, du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il est fait référence à l'observation préliminaire n° 1.

2. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de supprimer le chiffre "3".

Article 81

Mieux vaut rédiger cet article comme suit :

"Art. A l'article 426 du même arrêté, les mots "article 429" sont remplacés par les mots "article 425".

La même observation vaut pour l'article 84.

Article 86

La disposition en projet trouverait mieux sa place à l'article 329 de l'arrêté du 6 mai 1999. En outre, c'est à tort qu'il est fait référence, dans le texte, à l'"ex-agglomération de Bruxelles". Les mots "agents en provenance de" manquent, par ailleurs, de clarté.

.../...

Formellement, il n'a, en effet, pas été mis fin à l'existence juridique de l'Agglomération bruxelloise, même si, en vertu de l'article 48 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, les attributions du conseil et du collège de cette Agglomération sont exercées respectivement par le Conseil et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. L'article 56 de cette même loi spéciale règle le transfert du personnel de l'Agglomération bruxelloise. Si l'article 451bis, en projet, tend à exclure l'application de l'article 329 de l'arrêté du 6 mai 1999 aux agents antérieurement employés par cette Agglomération avant leur transfert à la Région, c'est en ce sens que le texte doit être rédigé.

Article 87

L'effet rétroactif de l'article 76 du projet n'est pas admissible si des agents ont été recrutés depuis le 1er juillet 1999 sur la base de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948, précité, et de l'arrêté royal du 10 avril 1954, précité.

Or, selon les informations du représentant du ministre, deux anciens coopérants ont été recrutés sur la base de ces textes et ce, depuis le 1er juillet 1999.

En conséquence, l'effet rétroactif doit être supprimé.

La même vérification s'impose pour les indemnités pour frais de séjour qui auraient été accordées depuis le 1er juillet 1999 sur la base de l'arrêté royal du 24 décem-

.../...

bre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

Cette abrogation, accompagnée d'un effet rétroactif, peut avoir comme conséquence l'obligation de rembourser ces indemnités et de mettre ainsi en péril des droits acquis.

Article 88

En vertu des articles 34, § 1er, et 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée, les secrétaires d'Etat régionaux ne font pas partie du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Aucun d'entre eux ne peut, dès lors, ni proposer ni signer l'arrêté en projet.

III. Observation finale

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en vertu de laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est habilité à effectuer les adaptations nécessaires à l'introduction de l'euro.

L'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999 contient un certain nombre de montants qui sont toujours libellés en francs belges tels que des montants de rémunérations ou d'allocations.

L'arrêté précité doit être adapté à cet égard.

.../...

IV. Observations finales de légistique

Outre les observations formulées à propos des dispositions particulières, il convient de veiller, dans l'ensemble du texte de l'arrêté en projet, aux corrections suivantes.

1. La présentation des dispositions et de leurs subdivisions, particulièrement la présentation des phrases liminaires, doit être uniforme et doit observer les règles de ponctuation. A titre d'exemple, la phrase liminaire de l'article 2 doit être rédigée comme suit :

"L'article 2, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :".

2. Mieux vaut écrire "alinéa 1er" et non "alinéa premier".

3. On écrira "article 88bis" et ainsi de suite.

4. Chaque énoncé d'une suite de proposition ou d'une énumération, introduit par 1°, 2°, ... débute par une minuscule.

5. A plusieurs reprises, les dispositions en projet de l'arrêté du 6 mai 1999 font écho à d'autres dispositions de cet arrêté. Lorsque, tel est le cas, il

.../...

convient de renvoyer auxdites dispositions sans les faire suivre des mots "du présent arrêté".

V. Observations finales au sujet du texte néerlandais

Le texte néerlandais du projet laisse à désirer : à ce propos, il est renvoyé aux observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

I. Voorafgaande opmerkingen

1. Het ontworpen besluit brengt verscheidene wijzigingen aan in het besluit van 6 mei 1999 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Sommige van die wijzigingen zijn gebaseerd op opmerkingen die de Raad van State op 8 maart 1999 in zijn advies L. 28.129/4 heeft gemaakt over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", dat later het besluit van 6 mei 1999 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering is geworden.

Dat geldt in het bijzonder voor de artikelen 5, 6, 21, 22, 30, 31, 32, 36, 37, 41 tot 48, 55, 65, 74 en 79 van het ontwerp.

Aangezien de Raad van State zich al een eerste keer over die bepalingen heeft uitgesproken, zal hij ze niet opnieuw onderzoeken, zelfs niet als de ontworpen wijzigingen soms maar gedeeltelijk aan het vorige advies gevolg geven.

2. In het voormelde advies L. 28.129/4 heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State een aantal algemene opmerkingen gemaakt, onder meer over de kaderbetrekkingen, expertbetrekkingen en expertbetrekkingen van hoog niveau, de

.../...

toewijzing van mandaten en het systeem voor evaluatie van ambtenaren.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering heeft die opmerkingen grotendeels naast zich neergelegd.

Bijgevolg zal de Raad van State die algemene opmerkingen niet herhalen, maar daaruit mag niet worden afgeleid dat hij de ingestelde juridische mechanismen voortaan goedkeurt.

3. Bij de afdeling administratie van de Raad van State is een beroep tot nietigverklaring (1) van sommige bepalingen van het besluit van 6 mei 1999 ingesteld. Bij dat beroep worden de artikelen 8, tweede en derde lid, 64, eerste en tweede lid, en Titel VIII De vorming, aangevochten.

Het is gebruikelijk dat de afdeling wetgeving geen advies geeft als dat invloed kan hebben op de hangende geschilprocedure.

Voor zover het ontworpen besluit bepalingen wijzigt die bij de afdeling administratie worden aangevochten, worden die wijzigingsbepalingen niet in dit advies onderzocht. Dat geldt voor artikel 1 van het ontwerp, doordat het artikel 8, tweede lid, van het besluit van 6 mei 1999

(1) Nr. algemene rol 86.119, inzake M. GODARD/Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

wijzigt, artikel 16 van het ontwerp, doordat het artikel 64 van dat besluit wijzigt, en artikel 52 van het ontwerp, doordat het artikel 266, tweede lid, van dat besluit wijzigt.

II. Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

Men schrijve : "inzonderheid op artikel 40, § 1".

Derde lid

De Franse versie van dit lid bevat twee drukfouten. Tussen het woord "nommés" en de woorden "agents de l'Etat" moet het lidwoord "les" worden ingevoegd, de woorden "17 septembre 1969 en 18 juin 1976" moeten worden vervangen door de woorden "17 septembre 1969 et 18 juin 1976".

In de Nederlandse lezing schrijve men : "gewijzigd bij" in plaats van "gewijzigd door".

Vijfde lid

De verwijzingen naar de wijzigingen die bij de wet van 22 juli 1993 en bij de koninklijke besluiten van

.../...

17 maart 1995 en 10 april 1995 zijn aangebracht in het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries, moeten vervallen. Die wijzigingen, die na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes zijn aangebracht, zijn niet relevant voor de rechtsorde van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Zesde lid

Dit lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 25 februari 2000;".

Zevende lid

Dit lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 maart 2000;".

Tiende tot twaalfde lid

Deze leden moeten als volgt worden gesteld :

.../...

"Gelet op het besluit van de Regering over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies L. 30.329/2/V van de Raad van State, gegeven op 26 juli 2000, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Minister van Openbaar Ambt;".

Dispositief

Artikel 2

De wijziging van artikel 9, tweede lid, van het besluit van 6 mei 1999 houdt in dat de vereiste kwalificaties niet langer op basis van de graden, maar naargelang van de uit te oefenen functie worden bepaald.

De Raad van State vraagt zich bijgevolg af of die kwalificaties wel afgestemd zijn op de graden van de ambtenaren.

Voor het verloop van de loopbaan van de ambtenaren kan die regeling tot gevolg hebben dat een ambtenaar geen toegang heeft tot een functie, hoewel hij de graad bezit die voor het uitoefenen ervan vereist wordt. Daarentegen wordt het voor een ambtenaar mogelijk een functie uit te oefenen

.../...

omdat hij de vereiste kwalificaties bezit, ook al heeft hij niet de graad om tot die functie te worden toegelaten.

Degenen die de ontworpen bepaling in de praktijk moeten omzetten, moeten er bijzonder waakzaam op toezien dat het gelijkheidsbeginsel in acht wordt genomen.

Artikel 4

De inleidende zin zou beter als volgt worden gesteld :

"Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :".

Artikelen 5 en 6

1. Artikel 5 van het ontwerp wijzigt gedeeltelijk artikel 24 van het besluit van 6 mei 1999, dat betrekking heeft op de Hoge Raad voor Gewestelijke Ambtenarenzaken, naar aanleiding van de aanbevelingen die de Raad van State in zijn genoemde advies L. 28.129/4 heeft gedaan onder artikel 25 van het ontwerp van besluit van 6 mei 1999.

Bijgevolg wordt verwezen naar voorafgaande opmerking nr. 1.

.../...

2. Dezelfde constatering geldt voor artikel 6 van het ontwerp, dat in het voornoemde besluit een artikel 24bis invoegt om bepaalde regels voor de werkwijze van de Hoge Raad voor Gewestelijke Ambtenarenzaken, te preciseren.

3. a) Onderdeel 1° van artikel 5 zou beter als volgt worden gesteld :

"1° het derde lid wordt vervangen als volgt :

"De regering wijst op voordracht van de minister ... leden aan, alsook ... gekozen uit hoogleraren aan een universiteit of hoogleraren van het ... type, gespecialiseerd ... overheidsmanagement, dan wel personen ... bewezen hebben. Wanneer ... verhinderd is ... vervangen. Wanneer de voorzitter ... lid."

b) Onderdeel 2° zou beter als volgt worden gesteld :

"2° Tussen het derde en het vierde lid worden de volgende leden ingevoegd : ... (voorts zoals in het ontwerp)".

c) Onderdeel 3° moet vervallen.

d) Onderdeel 4° (dat 3° wordt) zou beter als volgt worden gesteld :

.../...

"3° Het artikel wordt aangevuld met een nieuw lid, luidende : ... (voorts zoals in het ontwerp).".

4. In de inleidende zin van artikel 6 moeten de woorden "In dit besluit" vervangen worden door de woorden "In hetzelfde besluit" en moeten de woorden "een artikel 24 bis" vervangen worden door de woorden "een artikel 24bis".

In het ontworpen artikel 24bis schrijve men :

"Art. 24bis. Leden van ... betrokken zijn, onthouden zich van zitting.

De leden ... geheimhouding ... beraadslagingen en besluiten ...".

Artikel 7

Artikel 31, derde lid, van het besluit van 6 mei 1999 wordt aangevuld met drie categorieën van verlof dat aan ambtenaren op proef moet worden toegekend.

Bij de Raad van State rijst evenwel de vraag of verlof voor detachering bij een ministerieel kabinet of voor het uitoefenen van een politiek mandaat verenigbaar is met het beginsel zelf van de proeftijd.

.../...

Artikel 8

Het ontworpen artikel 32 van het besluit van 6 mei 1999 bepaalt dat iemand die geslaagd is voor het vergelijkend wervingsexamen niet kan worden benoemd als hij niet voldoet aan de voorwaarden inzake lichamelijke geschiktheid die voor de betrokken functie en de betrokken graad worden vereist.

In voorkomend geval wordt betrokkene volgens het ontwerp ambtshalve ontslagen en wordt een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd met hem gesloten.

Het is de Raad van State echter niet duidelijk waarom iemand die geslaagd is voor het vergelijkend examen, ambtshalve ontslagen wordt als hij nog niet benoemd is. Dat ambtshalve ontslag mag bijgevolg alleen gelden voor personen die al tot ambtenaar zijn benoemd.

Voor personen op proef moet het begrip "ontslag" in plaats van het begrip "ontslag van ambtswege" worden gebruikt.

Artikel 9

Het artikel zou als volgt gesteld moeten worden :

"Kandidaten voor een betrekking van niveau A of B worden tot de stage toegelaten door de Regering, kandidaten

.../...

voor een betrekking van niveau C, D of E door de minister of zijn gemachtigde.".

Artikel 11

Onderdeel 2° behoort als volgt te worden gesteld :

"2° Het eerste lid van de Nederlandse tekst wordt herschreven als volgt : "de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal stelt de stagiair voorlopig aan voor een ... betrekking bij het bestuur waar laatstgenoemde ... volbrengen.".

Artikel 14

1. In het ontworpen artikel 59 van het besluit van 6 mei 1999 wordt bepaald hoe vacatures ter kennis worden gebracht van de ambtenaren.

In de ontworpen paragraaf 1 staat dat het bericht verspreid wordt via dienstnota's en dat de ambtenaren de ontvangst ervan moeten bevestigen.

Voor de coherentie van de tekst van het gehele ontworpen artikel 59 zou het beter zijn niet in een bevestiging van de ontvangst te voorzien, maar in paragraaf 1 dezelfde bewoordingen te gebruiken als in paragraaf 2, waarin staat dat de termijn voor het indienen van de

.../...

kandidaturen ingaat de dag waarop de ambtenaar "zijn visum aangebracht heeft" op de dienstnota.

2. Bovendien moet in de ontworpen paragraaf 3 worden verduidelijkt wat met de woorden "uiteenzetting over de elementen die de kandidatuur staven" wordt bedoeld.

Als het de bedoeling is de kennis en geschiktheid van de kandidaten in het licht van de bekwaamheidsvereisten duidelijk tot uiting te laten komen, is het beter dat uitdrukkelijk te vermelden.

3. Bovendien heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering al in een besluit van 23 maart 2000 houdende het personeelsreglement van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest bepaald hoe vacatures van de betrekkingen genoemd in de artikelen 61 tot 64 en 71 van het besluit van 6 mei 1999 ter kennis worden gebracht van de ambtenaren.

Bijgevolg moet het ontworpen besluit, dat alle bepalingen van dat personeelsreglement in het besluit van 6 mei 1999 opneemt, ook in de opheffing van het voornoemde besluit van 23 maart 2000 voorzien.

.../...

Artikel 15

De Raad van State stelt vast dat de betrekkingen van directeur en ingenieur-directeur in rang A3 krachtens het ontworpen artikel 63 van het besluit van 6 mei 1999 openstaan voor ambtenaren in rang A2 en rang A1 met een niveau-anciënniteit van ten minste negen jaar.

Met andere woorden : een ambtenaar in rang A1 heeft evenveel kansen om tot rang A3 te worden bevorderd als een ambtenaar in rang A2.

De Raad van State vraagt zich af of die bepaling logisch is, gelet op de hiërarchische organisatie van de loopbanen van de ambtenaren.

Artikel 17

Het ontworpen artikel 68, tweede lid, bepaalt dat indien verscheidene sollicitanten dezelfde of gelijkwaardige aanspraken en ervaring voor bevordering kunnen laten gelden, de voorkeur wordt bepaald door de evaluaties genoemd in de artikelen 124 en 125 van het besluit van 6 mei 1999.

De Raad van State vraagt zich evenwel af of die evaluaties doorslaggevend kunnen zijn als de Regering een beroep doet op ambtenaren die niet tot de Brusselse overheid behoren, zoals het ontworpen artikel 64 bepaalt en dus op ambtenaren die niet noodzakelijk volgens dezelfde criteria

.../...

als die vermeld in de genoemde artikelen 124 en 125 geëvalueerd worden.

De vergelijking van de aanspraken en verdiensten kan daardoor worden bemoeilijkt.

De ontworpen bepaling moet op dat punt worden herzien.

Artikelen 18 en 19

Artikel 69 van het besluit van 6 mei 1999 wordt door artikel 18 van het ontwerp op talrijke punten gewijzigd.

Het is dus beter dat artikel 69 volledig wordt herschreven.

Zo is het de bedoeling de werkwijze voor kennisgeving van de benoemingsvoordrachten gedaan door de directieraad te vervangen door dienstnota's. Het huidige tweede lid van het genoemde artikel 69 bevat evenwel een uitdrukkelijke verwijzing naar de kennisgeving en wordt niet vervangen door de ontworpen bepaling.

Bijgevolg is het beter dat het tweede lid ook wordt aangepast.

Wat de bevestiging van ontvangst betreft, wordt verwezen naar de opmerking onder artikel 14 van het ontwerp.

.../...

Onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen schrijve men "te verlenen betrekking" in plaats van "te begeven betrekking" alsook "niet op de dienst is" in plaats van "van de dienst afwezig is".

Deze opmerkingen gelden ook voor artikel 19 van het ontwerp, dat artikel 75 van het besluit van 6 mei 1999 op verscheidene punten wijzigt.

Artikelen 21 en 22

1. Deze twee bepalingen wijzigen de artikelen 84 en 86 van het besluit van 6 mei 1999, naar aanleiding van een algemene opmerking over het mandaat (1).

Bijgevolg wordt verwezen naar voorafgaande opmerking nr. 1.

De Raad van State maakt de steller van het ontwerp evenwel attent op het volgende.

Voor de samenhang van artikel 84 en artikel 86 moet artikel 86, eerste lid, worden aangevuld met een bepaling waarin staat dat het mandaat ook eindigt als de ambtenaar die het bekleedt wegens langdurige ziekte meer dan zes maanden afwezig is.

(1) Zie het voornoemde advies L. 28.129/4.

2. De inleidende zin zou beter als volgt worden gesteld :

"Artikel 86, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :".

Artikelen 23 en 24

1. In artikel 23, 1°, van het ontwerp wordt het tweede lid van artikel 88 van het besluit van 6 mei 1999 opgeheven.

In dat tweede lid staat dat de doelstellingen die in het kader van de mandaten moeten worden bereikt, meege-deeld worden in de oproep tot de kandidaten. Volgens de vertegenwoordiger van de minister is die bepaling overbodig, omdat één en ander al blijkt uit artikel 83, eerste lid, van het besluit van 6 mei 1999, alsook uit het ontworpen artikel 88bis, § 1, tweede lid, 3°.

Volgens de bewoordingen van laatstgenoemde bepaling moet in de oproep tot de kandidaten onder meer het volgende worden vermeld :

"... de adresgegevens van de personeelsdienst waar een functiebeschrijving van de te begeven betrekking en de omschrijving van de doeleinden bedoeld in artikel 83, eerste lid, bekomen kunnen worden.".

.../...

Uit deze bepaling blijkt dat kandidaten eerst kennis zullen hebben van de functiebeschrijving en de doeleinden van het mandaat als ze zich vooraf tot de personeelsdienst wenden.

Hoe kunnen kandidaten echter belangstelling voor een vacature tonen als ze zelfs niet weten wat de functie inhoudt en welke doelstellingen in het kader van het mandaat moeten worden bereikt ?

Er moet worden teruggekomen op de opheffing waarin deze bepaling voorziet.

2. Onderdeel 2° van het ontworpen artikel 23 zou beter als volgt worden gesteld :

"2° Het vroegere derde lid, dat het tweede lid is geworden, wordt vervangen als volgt :

"Iedere kandidaat ... doeleinden ... eerste lid."".

3. De termijn van vijftien dagen vermeld in het ontworpen artikel 88bis, paragraaf 2, lijkt te kort als de kandidaat enerzijds inlichtingen moet inwinnen bij de personeelsdienst en anderzijds op basis daarvan een beheersplan moet uitwerken dat hij bij zijn kandidatuur moet voegen, zoals in paragraaf 3 van het ontworpen artikel 88bis wordt gesteld.

.../...

4. Tot slot moeten de bepalingen van het ontworpen artikel 88bis opgenomen worden in artikel 88 van het besluit van 6 mei 1999.

Artikel 25

In de inleidende zin schrijve men :

"In hetzelfde besluit wordt een artikel 88ter ingevoegd, luidende :

"Art. 88ter, § 1. Het verzoek om advies, bedoeld ...".

Artikel 26

1. De Raad van State vraagt zich af wat met de woorden "een beschrijvende beoordeling" wordt bedoeld.

De vertegenwoordiger van de minister heeft verklaard dat deze woorden tot doel hebben de Hoge Raad voor Ambtenarenzaken te verplichten omstandige en beredeneerde adviezen over de kandidaturen te verstrekken. Zo bijvoorbeeld mag hij als beoordeling niet gewoon een cijfer toekennen.

Het is dus beter te bepalen dat het advies van de Hoge Raad voor Ambtenarenzaken omstandig en nauwkeurig moet zijn.

.../...

2. De werkwijze die erin bestaat delen van bestaande artikelen in een nieuw artikel onder te brengen, moet vermeden worden. Enerzijds moet artikel 88, vierde en vijfde lid, opgeheven worden onder artikel 23 en anderzijds moet het nieuwe artikel 88quater uitdrukkelijk worden geformuleerd onder artikel 26.

Artikel 28

De bevestiging van ontvangst moet vervangen worden door het visum van de kandidaten.

Voorgesteld wordt deze bepaling als volgt te stellen :

"Art. Artikel 90, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door twee nieuwe leden, luidende :

"Ambtenaren die naar de toe te wijzen betrekking hebben gesolliciteerd, worden per dienstnota in kennis gesteld van het voorstel.

De betrokkenen ... dienstnota. De dienstnota ... de woonplaats van de ambtenaar gezonden wanneer deze ... niet op de dienst is of wanneer ... is.""

.../...

Artikel 29

1. Om de redenen vermeld in de artikelen 18 en 19 moet het eerste lid van artikel 91 van het besluit van 6 mei 1999 worden gewijzigd, waarin het begrip "kennisgeving" wordt gebezigd.

2. In de inleidende zin schrijve men : "... aangevuld met een nieuw lid, luidende :".

Artikelen 30 tot 32

1. De ontworpen artikelen 95bis en 95ter van het besluit van 6 mei 1999 worden ingevoegd om tegemoet te komen aan de kritiek die de afdeling wetgeving in advies L. 28.129/4 heeft uitgeoefend op artikel 98 van het voornoemde ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Bijgevolg wordt verwezen naar voorafgaande opmerking nr. 1.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 32 van het ontwerp, waarvoor verwezen wordt naar de opmerking in advies L. 28.129/4 onder artikel 100 van het voornoemde ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

.../...

2. In de inleidende zin van artikel 30 moeten de woorden "artikel 95bis" vervangen worden door de woorden "een artikel 95bis".

In het ontworpen artikel 95bis, § 1, schrijve men :
"de evaluatievermelding (voldoende) te hebben gekregen" in plaats van "de evaluatie (voldoende) te hebben".

3. Wat artikel 31 betreft, moet het ontworpen artikel 95ter in een paragraaf 3 van artikel 95bis worden opgenomen.

Artikel 33

Men schrijve : "

Art. In artikel 126 van hetzelfde besluit vervalt de zin : "Hij kan het gedurende tien werkdagen inzien"".

Artikel 34

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de precieze strekking van deze terminologische wijziging is, aangezien artikel 125 van het besluit van 6 mei 1999 ook betrekking heeft op een evaluatie van de ambtenaar.

.../...

Artikel 35

Het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 35. In artikel 152, derde lid, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "op het ontvangen van een mandaat" ingevoegd tussen de woorden "bevordering" en de woorden "of op een hogere weddenschaal".

Artikel 36

Het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 36. ...

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

"wanneer hij ... betrekking wederom tewerkgesteld kan worden.";

2° het tweede en het derde lid ... opheffen;

3° het vroegere vierde lid, dat het tweede lid is geworden, wordt vervangen als volgt :

...".

In de Franse lezing van onderdeel 3° schrijve men :

"Sur la proposition ...".

.../...

Artikelen 43 tot 48

Bij deze bepalingen worden de regels inzake ziekteverlof, zoals bepaald in de artikelen 41 tot 48 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, omgezet in de rechtsordening van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Op die manier richt de steller van het ontwerp zich naar een opmerking die de afdeling wetgeving in haar advies L. 28.129/4 heeft gemaakt onder artikel 223 van het voornoemde ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Bijgevolg wordt verwezen naar voorafgaande opmerking nr. 1.

Bij de ontworpen wijzigingen moeten evenwel enige bijzondere opmerkingen worden gemaakt die hierna ten beste worden gegeven.

Artikel 43

1. Met het oog op onderlinge overeenstemming van de beide lezingen moet de Franse tekst aan de Nederlandse tekst worden aangepast.

2. Onderdeel 2° vervalt.

.../...

3. Onderdeel 3° (dat 2° wordt) zou beter als volgt worden gesteld :

"2° het artikel wordt aangevuld als volgt :

"In aanmerking komen ook alle daadwerkelijke prestaties die de ambtenaar in welke hoedanigheid ook verricht heeft ... Gemeenschap opgerichte, erkende of gesubsidieerde onderwijsinstelling, zulk een dienst voor beroepskeuze, zulk een erkend op gesubsidieerd psycho-medisch-sociaal centrum of ditto medisch-pedagogisch instituut."".

Artikel 44

Onderdeel 3° zou beter als volgt worden gesteld :

"3° in het artikel worden twee nieuwe leden ingevoegd, luidende :

"Indien ... afgerond tot" (voorts zoals in het ontwerp).".

Artikel 45

De inleidende zin zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. In hetzelfde besluit wordt een artikel 217bis ingevoegd, luidende : ".

.../...

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor de artikelen 46 en 47.

In het ontworpen artikel 217bis, § 1, schrijven men :

"Art. 217bis, § 1. Verlof wegens ziekte ... bedoeld in de artikelen ... stelsels van halftijdse ... openbare sector.

...

§ 2. Wanneer ... prestaties ...

Als het totale aantal ... geen geheel getal is worden gedeelten van een dag niet meegeteld."

Artikel 47

In de Franse versie van het ontworpen artikel 217quater, § 1, tweede lid, moeten de woorden "même après la date de consolidation" na het woord "considération" komen.

Het ontworpen artikel 217quater, § 1, tweede lid, zou aldus gesteld moeten worden :

"Bovendien komen verlofdagen toegestaan ... beroepsziekte, niet in aanmerking voor het bepalen ... die de ambtenaar overeenkomstig artikel 216 nog kan krijgen, zelfs niet na de datum van consolidatie."

.../...

Artikel 50

1. Bij deze bepaling wordt het tweede lid van artikel 221 van het besluit van 6 mei 1999 vervangen om de procedure voor de geneeskundige controle te bepalen wanneer de ambtenaar afwezig is wegens ziekte of invaliditeit.

Deze nieuwe bepaling houdt evenwel een bekorte procedure in.

Ze stelt een arbitragesysteem in voor het geval dat de controlerend arts en de behandelend arts het niet met elkaar eens zijn, zonder op enige manier te bepalen wat de gevolgen zijn als de behandelend arts niet meewerkt aan die procedure of als de twee geneeskundigen het oneens zijn over de keuze van de arbitrerend arts.

Gelet op de plaats die deze bepaling in hoofdstuk VI, afdeling 2, inneemt, rijst bovendien de vraag of de aldus ingestelde procedure ook kan worden toegepast op de betwisting van beslissingen van de dienst voor geneeskundige controle inzake verminderde prestaties wegens ziekte of invaliditeit (hoofdstuk VI, afdeling 3).

Tot slot vraagt de Raad van State zich af hoe de ontworpen bepaling zich verdraagt met artikel 223 van het besluit van 6 mei 1999, dat bepaalt :

"Met eerbiediging van de geldende procedure bij de Administratieve Gezondheidsdienst, heeft de ambtenaar een recht van beroep tegen de beslissingen van deze dienst.".

.../...

De ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. In de Franse tekst vervallen de streepjes in de woorden "médecin-contrôleur", "médecin-traitant" en "médecin-d'arbitrage".

Onder voorbehoud van de zoëven gemaakte inhoudelijke opmerkingen, zou het ontworpen artikel 221, tweede lid, als volgt gesteld moeten worden :

"Indien ... controlerend arts, neemt de controlerend arts binnen 24 uur ... behandelend arts. Als de beide geneeskundigen het oneens zijn, wijzen zij ... in gemeen overleg een arbitrerend arts aan ... arbitrerend arts is definitief.".

Artikel 51

Artikel 250 van het besluit van 6 mei 1999 bepaalt dat de ambtenaar in beroep kan gaan bij de commissie van beroep inzake ambtenarenzaken, bedoeld in artikel 18 van hetzelfde besluit, wanneer hij niet akkoord gaat met een beslissing inzake verlof, afwezigheden of disponibiliteit, behalve inzake ziekteverlof of indisponibiliteitstelling wegens ziekte of invaliditeit.

.../...

Krachtens artikel 46 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes beschikt de ambtenaar evenwel over het recht beroep in te stellen bij een commissie belast met de kennisneming van de beroepen inzake afwezigheden. Die commissie moet worden samengesteld uit leden aangewezen voor de ene helft door de bevoegde overheid en voor de andere helft door de representatieve vakorganisaties van het personeel. De commissie heeft advies- of beslissingsbevoegdheid.

In dat verband wordt verwezen naar de opmerking die in advies L. 28.129/4 wordt gemaakt onder artikel 257 van het voormelde ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Artikel 53

De inleidende zin zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. Artikel 276 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 55.

In het ontworpen artikel 276 schrijve men "die" en niet "degene", dat alleen naar personen verwijst.

.../...

Artikel 54

Deze bepaling vervangt artikel 282 van het besluit van 6 mei 1999.

De tekst bepaalt dat de termijn ingaat op de dag na de kennisgeving, maar bepaalt niet hoe die kennisgeving geschiedt (met een aangetekende brief ?) en vanaf wanneer de kennisgeving effectief is (de eerste werkdag na de dag waarop de aangetekende brief verzonden is ?). Bovendien zou het nuttig zijn te preciseren dat de termijn van twee maanden ingaat de dag na de kennisgeving van het voorstel van straf gedaan door de in artikel 275 vermelde ambtenaren.

Onder voorbehoud van de zoëven gemaakte opmerkingen schrijve men in artikel 282, eerste lid :

"De overheid spreekt de straf uit binnen een termijn van twee maanden die ingaat ...".

Artikel 55

Deze bepaling houdt gedeeltelijk rekening met de opmerking die in advies L. 28.129/4 wordt gemaakt onder artikel 299 van het voornoemde ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Bijgevolg wordt verwezen naar voorafgaande opmerking nr. 1.

.../...

Artikel 57

De inleidende zin zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. Artikel 299, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :".

Artikel 59

Onderdeel 2° zou beter als volgt worden gesteld :

"2° Het eerste lid wordt aangevuld met een onderdeel 4°, luidende :

"4° de Regering spreekt zich uit over alle straffen voor opperamptenaren.""

Artikel 61

De inleidende zin zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. Artikel 306, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :".

Voorts schrijve men in de ontworpen tekst van artikel 306, tweede lid, "genoemd is in" en niet "bedoeld is bij."

.../...

Artikel 62

1. Bij deze bepaling wordt in het besluit van 6 mei 1999 een nieuw artikel 308bis ingevoegd, dat betrekking heeft op beroepen tegen beslissingen tot schorsing in het belang van de dienst, alsook op maatregelen die met die schorsing gepaard gaan.

Die beroepen behoren te worden behandeld door de raden van beroep inzake tuchtzaken, volgens dezelfde procedure als die welke in tuchtzaken wordt toegepast.

Het ontworpen derde lid bepaalt evenwel dat indien het advies van de raad van beroep

"... anders luidt dan de door de bevoegde overheid in eerste aanleg getroffen beslissing, laatstgenoemde zich uitspreekt over de te treffen maatregel."

Indien beroep wordt ingesteld, moet dus dezelfde overheid beslissen of de schorsing in het belang van de dienst al dan niet gewettigd is. Die procedure houdt in dat geen aandacht besteed wordt aan de efficiency van het beroep.

Deze bepaling moet bijgevolg worden herzien.

.../...

2. Bovendien zou de inleidende zin beter als volgt worden gesteld :

"Art. In hetzelfde besluit wordt een artikel 308bis ingevoegd, luidende :".

Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen, schrijve men in het ontworpen artikel 308bis, tweede lid, "die welke" en niet "degene welke".

Artikel 63

1. De presentatie van het ontworpen artikel 332 van het besluit van 6 mei 1999 is niet erg overzichtelijk.

De teller en de noemer van de rekenkundige formule moeten nauwkeurig worden bepaald.

De voorgestelde berekeningswijze is onverenigbaar met het systeem waarbij een jaarwedde wordt vastgesteld die maandelijks na vervallen termijn aan de ambtenaar wordt uitbetaald. Ze doet de maandelijkse bezoldiging van ambtenaren met dezelfde graad en dezelfde anciënniteit voor eenzelfde aantal gepresteerde dagen immers aanzienlijk schommelen naargelang van de variaties die zich in hun werkweek voordoen. Die wijze van berekening druist dus in tegen het gelijkheidsbeginsel.

.../...

Volgens de uitleg van de vertegenwoordiger van de minister gelden de definities in de onderzochte bepaling alleen voor die ene bepaling. De gepresteerde dagen en de dagen die daarmee gelijkgesteld zullen worden voor de berekening van de maandelijks aan de ambtenaar uitbetaalde bezoldiging moeten evenwel nauwkeuriger worden aangegeven in de ontworpen tekst.

2. De inleidende zin zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. De artikelen 332 en 333 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :".

De laatste wijziging, waarbij bijlage II wordt opgeheven, moet worden opgenomen in een bijzondere bepaling, in casu in artikel 87.

Onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen schrijve men in het ontworpen art. 332, derde lid :

"Verstaan wordt onder :

a) "werkdag" : elke dag, feestdagen inbegrepen, uitgezonderd zaterdagen en zondagen;

b) "gepresteerde werkdag" : elke dag waarvoor een bezoldiging verschuldigd is;

...".

.../...

Artikel 64

1. Onderdeel 2° moet vervallen.

2. Onderdeel 3° (dat 2° wordt) zou beter als volgt worden gesteld :

"2° In artikel 339 wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende :".

Voorts moet het bepaald lidwoord "de" vóór het woord "spilindex" vervallen.

Artikel 71

Hierbij wordt verwezen naar de opmerking onder artikel 45.

Artikel 73

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 395 als volgt te stellen :

"Art. 395. Onder "volledige prestaties" moet worden verstaan prestaties waarmee een zodanige werktijd gemoeid is dat de normale beroepsarbeid volledig in die prestaties opgaat.".

.../...

Artikel 74

De wijziging van artikel 398, eerste lid, 2°, van het besluit van 6 mei 1999 houdt gedeeltelijk rekening met een opmerking die in advies L. 28.129/4 wordt gemaakt onder artikel 403 van het voornoemde ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Er wordt verwezen naar voorafgaande opmerking nr. 1.

Artikelen 74 en 75

Het begrip "erkenning van de toelaatbaarheid" is niet duidelijk.

De vertegenwoordiger van de minister is het ermee eens dat het beter is te bepalen dat de minister beslist of de bedoelde prestaties gelijkgesteld worden met die welke in de andere, opgesomde overheidsdiensten zijn geleverd.

Artikel 75

In de inleidende zin schrijve men : "Artikel ... wordt aangevuld als volgt :".

.../...

Artikel 76

1. In onderdeel 1° zou de ontworpen eerste zin aldus gesteld moeten worden :

"Opgeheven worden voor wat betreft de ambtenaren op wie dit statuut van toepassing is;"

Deze opmerking geldt ook voor artikel 77, de ontworpen eerste zin van artikel 407.

2. Onderdeel 2 zou beter als volgt worden gesteld :

"2° het artikel wordt aangevuld als volgt :".

3. Wat 29° van het ontworpen artikel 406 betreft, vervallen de verwijzingen naar de wijzigingen die bij de wet van 22 juli 1993 en bij de koninklijke besluiten van 17 maart 1995 en 10 april 1995 zijn aangebracht in het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries. Die wijzigingen, die na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes zijn aangebracht, zijn niet relevant voor de rechtsorde van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

.../...

Artikel 78

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom artikel 408 van het besluit van 6 mei 1999 bij het ontworpen besluit wordt opgeheven.

Het zou beter zijn die bepaling te handhaven voor het geval dat de lijst van de opgeheven regelingen niet volledig is.

Artikel 79

1. De ontworpen wijziging houdt gedeeltelijk rekening met de opmerking die in advies L. 28.129/4 wordt gemaakt onder artikel 420 van het voornoemde ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Er wordt verwezen naar voorafgaande opmerking nr. 1.

2. In de inleidende zin schrijve men : "Artikel 416 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :".

.../...

Artikel 81

Dit artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. In artikel 426 van hetzelfde besluit worden de woorden "artikel 429" vervangen door de woorden "artikel 425".".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 84.

Artikel 86

De ontworpen bepaling hoort veeleer thuis in artikel 329 van het besluit van 6 mei 1999. Bovendien wordt in de tekst ten onrechte verwezen naar de "ex-agglomeratie van Brussel". De woorden "ambtenaren afkomstig van" zijn overigens niet duidelijk genoeg.

Er is immers geen uitdrukkelijk einde gemaakt aan het in rechte bestaan van de Brusselse Agglomeratie, ook al worden de bevoegdheden van de raad en het college van die Agglomeratie krachtens artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen respectievelijk door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering uitgeoefend. Artikel 56 van diezelfde bijzondere wet regelt de overheveling van het personeel van de Brusselse Agglomeratie. Als het ontworpen artikel 451bis ertoe strekt te bepalen dat artikel 329 van het besluit van 6 mei 1999 niet van toepassing is op ambtenaren die vroeger, vóór hun overheveling naar het Gewest, bij die Agglomeratie werkzaam waren, dan moet dat artikel in die zin worden gesteld.

.../...

Artikel 87

De terugwerkende kracht van artikel 76 van het ontwerp kan niet worden aanvaard als sinds 1 juli 1999 ambtenaren in dienst genomen zijn op basis van het genoemde besluit van de Regent van 3 mei 1948 en het voornoemde koninklijk besluit van 10 april 1954.

Volgens de inlichtingen van de vertegenwoordiger van de minister zijn sinds 1 juli 1999 evenwel twee voormalige ontwikkelingswerkers op basis van die besluiten in dienst genomen.

Bijgevolg moet de terugwerkende kracht vervallen.

Zulks moet ook worden nagegaan voor de vergoedingen wegens verblijfkosten die sinds 1 juli 1999 zouden zijn toegekend op basis van het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries.

Die opheffing met terugwerkende kracht kan tot gevolg hebben dat die vergoedingen moeten worden terugbetaald en kan aldus verkregen rechten in het gedrang brengen.

Artikel 88

Krachtens de artikelen 34, § 1, en 41, § 2, van de genoemde bijzondere wet van 12 januari 1989 maken de gewestelijke staatssecretarissen geen deel uit van de

.../...

Brusselse Hoofdstedelijke Regering. Geen van hen mag het ontworpen besluit dus voordragen of ondertekenen.

III. Slotopmerking

De steller van het ontwerp wordt attent gemaakt op de ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro, krachtens welke de Brusselse Hoofdstedelijke Regering gemachtigd is de aanpassingen die noodzakelijk zijn voor de invoering van de euro, uit te voeren.

Het besluit van de Regering van 6 mei 1999 bevat een aantal bedragen, zoals bedragen van bezoldigingen of toelagen, die altijd in Belgische frank zijn uitgedrukt.

Het genoemde besluit moet op dat punt worden aangepast.

IV. Slotopmerkingen inzake wetgevingstechniek

Ongerekend de opmerkingen die gemaakt zijn over specifieke bepalingen, behoren in de hele tekst van het ontworpen besluit de volgende correcties te worden aangebracht.

1. De presentatie van de bepalingen en van de indeling ervan, inzonderheid de presentatie van de inleidende zinnen, moet eenvormig zijn en moet voldoen aan de

.../...

interpunctieregels. De inleidende zin van artikel 2 moet bijvoorbeeld als volgt worden gesteld :

"Artikel 2, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :".

2. In het Frans schrijve men "alinéa 1er" en niet "alinéa premier".

3. Men schrijve "artikel 88bis" enzovoort.

4. Opeenvolgende voorstellen of opsommingen, ingeleid door 1°, 2°, ..., beginnen altijd met een kleine letter.

5. In de ontworpen bepalingen van het besluit van 6 mei 1999 wordt herhaaldelijk verwezen naar andere bepalingen van dat besluit. Als zulks het geval is, moet naar die bepalingen worden verwezen zonder daarop de woorden "van dit besluit" te laten volgen.

V. Slotopmerkingen over de Nederlandse tekst

De Nederlandse tekst van het ontwerp bevat mislagen van allerlei aard, tot staving hiervan een aantal voorbeelden : er is zo goed als geen rekening gehouden met

.../...

de publicatie "Wetgevingstechniek, Aanbevelingen en Formules", zoals die recentelijk door de Raad van State tot stand is gebracht en openbaar gemaakt; het ontwerp maakt, naar Frans model, misbruik van het bepaald lidwoord; de Nederlandse versie van het ontwerp is vaak een gebrekkige vertaling van de Franse versie van het ontwerp, of een letterlijke, zonder dat is nagegaan hoe de Nederlandse versie van de te wijzigen geldende regelgeving in werkelijkheid luidt; er zijn grove discrepanties, zoals "du même arrêté", waar in de Nederlandse lezing van het ontwerp "van dit besluit" aan beantwoordt, terwijl "le présent arrêté" dan weer wordt vertaald door "dit besluit" of door "het huidig besluit". Zelfs tegen het genus van woorden wordt gezondigd, want zowel in artikel 9 van het ontwerp als in artikel 11 is sprake van "'het' Nederlandse tekst". Op die manier wordt de Nederlandse tekst een karikatuur van een regelgevende tekst uitgaande van een overheid en moeten om de haverklap tekstvoorstellen worden gedaan, zonder dat het mogelijk is volledigheid te betrachten. De conclusie is dan ook dat de Nederlandse tekst door een deskundig persoon helemaal herzien zou moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

premier président,
eerste voorzitter,

P. LIENARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. KIRKPATRICK,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame B. VIGNERON,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. B. RONGVAUX, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opge-
steld en toegelicht door de
H. B. RONGVAUX, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN, président de
chambre.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN, kamer-
voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

B. VIGNERON

J.-J STRYCKMANS